

LES RACINES DE LA MOBILITÉ POPULAIRE A PARIS AU 19^È SIÈCLE

Article paru dans Odile Benoit-Guilbot dir., *Changer de région, de métier, changer de quartier. Recherches en région parisienne*. Université de Paris X-Nanterre, 1982, p. 103-109.

La pagination originale est donnée en italiques entre crochets.

Une traduction en italien est parue dans la revue *Storia Urbana* à Milan en 1984.

Alain FAURE

Université de Paris X-Nanterre

afaure@u-paris10.fr

Au siècle dernier [le 19^e], les travailleurs parisiens avaient une très solide réputation de citadins nomades. Déjà, Louis-Sébastien Mercier, dans un de ses tableaux des mœurs de son temps, citait l'exemple de ce compagnon qui, "dans l'espace de quatre années, a déménagé quatre fois, et ne se trouve pas bien encore, il faut le suivre à la piste ; il a sauté de rue en rue, ainsi que fait l'oiseau sur les branches de l'arbre"¹. Veut-on moins "littéraire" ? Un siècle plus tard, comme on débattait au Conseil municipal de Paris des moyens de rendre l'ouvrier propriétaire de son logement, un élu formula en ces termes l'opinion commune² :

"Il est difficile de prévoir une telle solution [...], car un des caractères de la population ouvrière de Paris, c'est la facilité de déplacement qui, pour une raison ou pour une autre, l'amène à se transporter d'un quartier à l'autre de Paris, suivant les besoins, les circonstances ou le goût de chacun."

Voilà qui, en apparence, ne s'accorde guère avec les analyses classiques des sociologues à propos des quartiers ouvriers anciens, hérités du 19^e siècle et en proie à la rénovation³ : l'attachement des habitants à leur quartier, le mode de vie familial et collectif qui s'y déploie, ne supposent-ils pas stabilité, permanence, enracinement ? Les liens qui intègrent l'individu à son "village" ne sont-ils pas d'abord un réseau d'habitudes tissé par le temps ? Sur ce chapitre de la mobilité, l'historien se doit donc d'apporter autre chose que des témoignages toujours récusables, et cette première [103] recherche a eu d'abord pour ambition une approche quantitative du phénomène.

Ce qu'il faut dire, avant tout chiffre, est l'impossibilité d'analyser la mobilité ouvrière dans l'espace urbain sans référence constante aux données impératives des marchés du logement et du travail qui structurent cet espace et aux comportements ouvriers face au logement et face à l'emploi qui fondent cette mobilité. A négliger ces faits, toute recherche ne sera jamais qu'accumulation d'anecdotes.

Données impératives du logement... Le schéma est connu, rebattu, mais n'en domine pas moins l'histoire sociale de Paris au 19^e siècle : la politique des grands travaux provoqua une émigration populaire continue des quartiers centraux de la ville en direction des communes périphériques, qui, promues au rang d'arrondissement en 1860, assumèrent désormais l'accueil de la plus grande partie des migrants. Entre 1830 et 1890 se bâtit en ces régions une ceinture de villes ouvrières, sans rythme d'ensemble ni unité, tout autant cloisonnées que mal reliées

¹. Louis-Sébastien Mercier, *Tableau de Paris*, 1783, t. 5, p.193.

². Monographies municipales, *Les logements à bon marché*, rapport Villart, 1883, p. 75.

³. Voir pour Paris : Henri Coing, *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, 1966.

au centre, et laissées à l'écart des grands équipements collectifs. Ici, la construction fut abandonnée à de petits spéculateurs qui surent toujours merveilleusement répondre, grâce à l'économie d'espace et de matériaux, à l'énormité de la demande. De leur fructueuse activité naquit tout un habitat prolétarien, considérable et finalement pléthorique : hormis de courtes périodes d'émigration massive submergeant ces quartiers, les mal logés, pourvu qu'ils eussent quelques sous d'avance et pas trop d'enfants, n'avaient guère de peine à trouver un mauvais logement.

Le bouleversement des implantations industrielles accompagna la restructuration spatiale du peuplement. L'installation de la grande entreprise dans les arrondissements périphériques fut l'objet, particulièrement sous le Second Empire, d'une politique systématique, mi-autoritaire, mi-concertée, visant à en faire les quartiers réservés du machinisme⁴. Cependant, le rôle dévolu au très important secteur de la petite production imposa son maintien dans les vieux quartiers de la ville : en 1860 encore, la majorité des emplois industriels restait dans le centre (dix premiers arrondissements). Cette distorsion entre emploi et résidence entraîna l'apparition des premiers déplacements journaliers de travailleurs : à pied, chaque matin, tout un peuple "descend" dans Paris pour l'abandonner le soir à sa quiétude. L'ère des "migrations alternantes" avait commencé, bien avant celle des transports de masse ou la journée de 8 heures.

Naturellement, l'ampleur atteinte par ces migrations selon les zones périphériques restait fonction de leur propre industrialisation : à des quartiers-dortoirs [104] comme Belleville ou Montmartre s'opposèrent longtemps les vastes quartiers usiniers de la Chapelle, de Charonne, du Petit-Ivry, de Grenelle, où, pour les masses ouvrières en ces lieux rassemblées, domicile et travail, emploi et logement semblent s'être toujours confondus, inscrits dans un même espace aux multiples fonctions. Une grande dispersion géographique des travailleurs fut le fruit du dédoublement de la ville par ces nouvelles cités du travail. On pourrait parler d'une "régionalisation" de la classe ouvrière parisienne, à l'origine de conditions, de comportements et de traditions différentes selon les lieux et leur spécialisation industrielle, de milieux humains particularisés malgré leur identité sociale profonde et les manifestations de leur conscience collective.

Les milieux ouvriers sont trop divers et trop vaste la capitale pour rendre compte de la mobilité dans la complexité de tous ses courants. La seule démarche possible est une mesure d'ensemble du phénomène, une vision à vol d'oiseau du Paris qui déménage, suivie d'études locales et à échelle de plus en plus réduite où l'observation gagne en profondeur ce qu'elle perd en étendue.

Pour l'époque adoptée – les années 1890, qui virent la fin des grandes vagues migratoires et de la construction du Paris ouvrier profond –, la moins mauvaise des sources dont nous disposons reste les listes électorales, succédané classique aux dossiers perdus des recensements, et fort précieux document puisque à l'occasion de leur révision annuelle y étaient notés à part les changements de domicile, enrichis, parfois, de la mention du lieu de destination en cas de sortie du quartier administratif. L'exclusion sur ces listes des mineurs, des étrangers et des femmes en borne singulièrement l'intérêt et interdit toute reconstitution des familles. De plus, n'est-il pas aussi bien léger de fonder une étude de mobilité sur un document

⁴. Voir la thèse de Jeanne Gaillard, *Paris, la Ville (1852-1870)*, Lille-Paris (chapitre sur "L'industrie et la ville"). Depuis la publication par le Centre de documentation d'histoire des techniques (CNAM) de sa patiente enquête intitulée *Évolution de la géographie industrielle de Paris et sa proche banlieue au XIX^e siècle* (1976, 3 vol.), nous possédons enfin un descriptif clair de l'implantation de la grande industrie et de ses évolutions.

évoquant plutôt des notions de stabilité et d'intégration sociale, surtout à propos d'une population pauvre, dont on soupçonne précisément la grande mobilité ? Va-t-elle dès lors s'astreindre à des démarches répétées, encore compliquées à l'époque par la rareté des papiers d'identité ? Sur les listes de 1891, l'évaluation des inscrits par rapport à la population électorale⁵ montre qu'il n'en était rien : dans le corps électoral parisien, les quartiers populaires n'étaient nullement sous-représentés, parfois même bien au contraire. Ce fait conduit à une première remarque : un certain nomadisme urbain, comme on le voit, n'était en rien le signe d'une marginalité, d'une citoyenneté absente ou réduite ; déménager fréquemment était chose "normale", parfaitement compatible en tout cas avec une volonté d'expression, en l'espèce directement politique. Les gouvernements d'ordre [105] au 19^e siècle le savaient bien, qui, pour restreindre l'universalité du suffrage et purger les listes des plus pauvres, se contentaient toujours d'allonger le temps de résidence requis pour l'inscription.

La collection quasi complète des listes arrêtées à la date du 31 mars 1892 dans chacun des quatre-vingt quartiers de la capitale⁶ nous renseigne très précisément sur le nombre des électeurs qui, inscrits au 31 mars 1891, avaient quitté leur quartier, pour quelque cause et quelque destination que ce fût. Déduction faite naturellement des personnes décédées ou rayées des listes pour incapacité légale, ce furent au total 83 000 électeurs, sur les 470 000 inscrits de 1891, dont l'absence un an plus tard fut constatée par les commissions locales : 17,8 %. Ce chiffre, soulignons-le, est un minimum puisque, par définition, il exclut les déménagements à l'intérieur du même quartier... Est-ce beaucoup ? Est-ce peu ? Nous manquons des éléments comparatifs nécessaires pour le dire, aussi convient-il d'insister surtout sur les variations locales de la mobilité ainsi appréhendée.

La carte des déménagements d'électeurs auquel les calculs nous conduisent traduit en effet entre les quartiers des contrastes significatifs, mais à vrai dire jamais totalement tranchés :

⁵. Pour chaque quartier, la population majeure, française et masculine a été calculée à partir des tableaux de la population par sexe et état-civil établis pour le recensement du 11 avril 1891 (restés manuscrits pour les quartiers : Archives de Paris (APa), D1 M8 registres 4 à 10) et comparée à l'effectif des inscrits au 31 mars 1891. Voir l'annexe 1 qui donne le résultat détaillé des calculs.

⁶. Manquent les quartiers de l'Arsenal (4^e arrondissement) et surtout de Clignancourt (18^e), le plus peuplé de Paris en 1891 – La moyenne porte donc en réalité sur 48 quartiers.

moyenne dans l'année qui voyagent d'un établissement à l'autre".⁹ Et encore, la "variabilité de l'effectif", comme dit l'enquête, était-elle moindre dans l'usine que dans l'atelier, puisqu'elle augmentait en raison inverse de la taille de l'établissement. Cette importante remarque, confirmée par les enquêtes ultérieures du même organisme sur la petite industrie, conduit à penser que la mobilité dans l'emploi était tout particulièrement forte chez les ouvriers les plus qualifiés, très nombreux dans les branches de l'industrie parisienne les plus dispersées, tant au plan économique que par l'implantation géographique.

S'il est bien vrai que mobilité professionnelle et mobilité résidentielle étaient étroitement liées, se manifesterait par là la tendance générale, la coutume du logement au plus près du lieu de travail, aux effets soit d'enracinement local par l'usine ou la masse des travaux sans qualification que pouvait offrir un quartier industriel, soit de mobilité par la possession d'un métier que l'ouvrier cherchait à monnayer au mieux sur un marché du travail étendu. Dans cette fin de siècle où n'existaient ni pénurie de locations, ni ségrégation par le logement social, ni les chaînes volontaires de l'accession à la propriété, la principale pesanteur s'exerçant sur le choix d'une résidence était celle du travail.

Une autre notion d'importance se dégage des listes, cette fois directement : la courte distance des déménagements. Prenons pour exemple deux arrondissements périphériques de la rive gauche, les 13^e et 15^e.¹⁰ Partout, le courant dominant qui poussait la population hors des quartiers restait de modeste portée, échanges entre quartiers voisins ou glissements vers le plus proche quartier de l'arrondissement limitrophe. Certes, bien des nuances locales apparaissent. Dans le 15^e, la majorité des déménagements suivaient un axe Nord-Sud : de Grenelle, par exemple, on se déplaçait beaucoup plus volontiers à Javel qu'à Saint-Lambert. Trente ans après l'annexion, se perpétuait un certain cloisonnement entre ces anciennes communes. Au contraire, dans le 13^e, l'osmose était totale entre les deux grands quartiers prolétariens du Sud, [107] la Gare et la Maison-Blanche, alors que les deux quartiers du Nord en voie de désindustrialisation (Croulebarbe, quartier d'une Bièvre en crise) ou d'embourgeoisement (Salpêtrière) étaient le lieu d'une sélection sociale faisant refluer vers le 5^e arrondissement des groupes d'employés et de rentiers et vers les bas quartiers de l'arrondissement une population ouvrière délogée de ses emplois et de ses maisons. Mais l'essentiel reste l'extrême faiblesse du courant vers les quartiers industriels de la rive droite, à peine en moyenne plus d'un déménagement sur vingt. Les quartiers centraux se dressaient comme un écran opaque entre ces périphéries de même espèce, mais de sang peu mêlé. La notion de régionalisation évoquée plus haut se trouve ici confirmée : le plus souvent, l'existence ouvrière évoluait dans une aire limitée, dans un même ensemble de quartiers, en liaison étroite avec le marché régional du travail. Acquis bien flou, dira-t-on : seules des études plus approfondies, basées sur une documentation moins rudimentaire, pourront nous en dire plus.

La banlieue représente le deuxième courant d'émigration. Disons d'emblée que les listes électorales, à coup sûr, en sous-estiment l'importance. Paris jouait un rôle prééminent dans la croissance alors considérable des communes suburbaines : les registres nominatifs des dénombremments, conservés pour la banlieue, pourraient le démontrer péremptoirement¹¹. A la faveur d'une désindustrialisation qui commence

⁹. Office du travail, *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, t. 1, 1893, p. 484.

¹⁰. Voir l'annexe 2.

¹¹. Ces registres sont conservés aux APa. Les tableaux récapitulatifs du recensement de 1891 montrent déjà que dans toutes les communes (sauf Saint-Denis) le principal courant d'immigration est celui dit en provenance "des autres communes du département". Seule, l'étude des précédents registres pourrait mesurer la part exacte des natifs de Paris dans la population des banlieues.

à affecter la capitale, sa couronne usinière attire à elle de nombreux ouvriers formés dans les établissements parisiens, de toute qualification, et que des Provinciaux souvent sans bagages viennent remplacer en deçà des fortifications.

Sur ce courant banlieusard, les listes nous apportent néanmoins deux intéressantes précisions. Dans le 13e comme dans le 15e, c'étaient les quartiers Sud, jouxtant la banlieue, qui enregistraient toujours le plus grand nombre de départs en sa direction. Ce rôle de la proximité n'avait en soi rien d'impératif, quitter Paris pouvait être une décision indépendante du lieu de départ. Tel n'était point le cas, puisque des quartiers centraux à forte population ouvrière résiduelle – exemples pris du Gros-Caillou dans le 7e et de Bonne-Nouvelle dans le 2e –, ceux qui partaient gagnaient en général le faubourg périphérique le plus proche, très rarement la banlieue¹². L'ouvrier ne franchissait les portes de la ville qu'au terme d'un cheminement l'amenant par étapes dans un quartier extrême où s'exerçait l'influence d'un marché du travail ignorant de plus en plus les frontières administratives. Seconde remarque, qui rompt en partie cette fois [108] avec le déterminisme de la courte distance : les communes limitrophes (Issy, Montrouge, Ivry...) accueillent bien la majorité des partants du 13e ou du 15e, mais une importante minorité essaime dans toute la couronne. Autant l'ouvrier de Vaugirard ou de Grenelle, s'il restait à Paris, ignorait la Villette ou Belleville, autant, quittant Paris, il se fixait volontiers à Aubervilliers ou à Pantin. Comme si devenir banlieusard, c'était se déraciner réellement, s'affranchir des relations de proximité réglant les déplacements au sein de la ville-mère.

De même valeur est le dernier courant enregistré par les listes, les départs vers la province ou l'étranger, parfois plus d'un déménagement sur dix. Très généralement, ces exils étaient volontaires, œuvre de jeunes ouvriers, Parisiens de naissance¹³, partis "rouler" de ville en ville pour tout connaître d'un métier. Si le compagnonnage se meurt à cette époque, restaient bien vivantes les pratiques ouvrières qu'il avait si longtemps ritualisées. Ces jeunes commençaient par faire à l'échelle des provinces ce que faisaient leurs aînés mariés et établis dans le grand Paris. Aux mouvements de court rayon, inscrits dans des périmètres rigoureux, s'ajoutait donc une importante émigration, encore proche ou déjà lointaine.

Prisonnier de l'entité administrative du quartier, nous n'avons pu jusqu'ici saisir que la mobilité calquée sur la géographie électorale. Reste à mesurer la mobilité strictement locale. Le but imposait la méthode monographique : le choix a porté sur une grande voie de peuplement ouvrier du 13e, la rue Nationale (quartier de la Gare). Après relevé exhaustif des habitants de la rue inscrits sur les listes électorales de l'arrondissement en 1896 – année témoin, donc – l'adresse de chacun d'eux, tant qu'il demeurait électeur dans l'arrondissement, a été vérifiée et notée, et cela liste après liste pendant dix ans (1897-1906). Précisons bien la portée de ce travail typique d'orfèvrerie historique : une connaissance assurée et détaillée du "comportement résidentiel", pendant une décennie de leur existence, d'hommes dont nous ne savons ni d'où ils viennent, hormis le lieu de leur naissance, ni où ils vont au sortir de l'arrondissement, donnée qui, pour ces années fait défaut...¹⁴ [109]

¹². Au Gros-Caillou, 8% des ouvriers qui quittaient le quartier déménageaient en banlieue (contre 24,4% dans le 15e) ; à Bonne-Nouvelle, 3,7% (contre 21% dans les 18e et 11e).

¹³. Cela ressort nettement de l'examen détaillé des listes des quartiers de Grenelle (15e) et de la Gare (13e). Le départ en banlieue était surtout le fait d'ouvriers plus âgés que la moyenne des inscrits.

¹⁴. Tout le travail de dépouillement des registres et une partie des calculs ont été effectués par Béatrice Cabedoce, rétribuée grâce aux crédits de l'axe prioritaire de recherche n° 3 de l'université de Paris X-Nanterre – A vrai dire, les lignes qu'on va lire ne représentent qu'une très partielle

Un souci de représentativité a naturellement guidé le choix de cette voie, que pourrait déjà justifier son importance. La rue Nationale était la grand'rue du quartier : longue, très commerçante, massivement peuplée, habitée par des ouvriers de tous âges et aux trois-quarts natifs de province, mais chez qui, bien plus que la communauté d'origine, la force des liens familiaux régissait le regroupement au sein des maisons. Percée en 1820 dans sa partie haute, elle avait hérité de sa courte histoire un parcellaire typique : enchevêtré, inégal, parsemé de maisons basses dont les façades cachaient des cours profondes, de ces cours parisiennes mi-ville mi-campagne, bruyantes de vie et sur lesquelles s'ouvraient de plain-pied les logements. La rue Nationale avait de nombreuses sœurs dans Paris. A l'évidence, voie de passage, comme en témoignent ses nombreux garnis, et en son milieu, l'animation de la place Nationale, fausse place, carrefour de hasard, mais cœur populaire du quartier.

L'ensemble des inscrits de 1896 encore en vie en 1907 – soit 715 personnes – peut être divisé en quatre groupes de comportements différents :

	Nb.	%
Sont restés à la même adresse	79	11
Ont déménagé, mais en restant toujours dans les limites de l'arrondissement	167	23,4
Ont quitté l'arrondissement à une date quelconque, mais y sont revenus ensuite	126	17,6
Ont quitté l'arrondissement, mais sans y revenir	343	48

En une décennie, 89 % des domiciliés rue Nationale avaient donc déménagé. Un peu moins d'un quart étaient restés fidèles au 13e, stabilité dans la mobilité d'autant plus remarquable que cette dernière était forte : si un tiers d'entre eux ne déménagèrent qu'une seule fois, un autre tiers deux fois déjà, les autres connurent trois domiciles et plus (jusqu'à sept). Aux deux premières catégories, il convient en réalité d'assimiler la troisième, celle des absents temporaires de l'arrondissement, en raison de la brièveté de leurs incursions (trois ans au plus dans 88 % des cas). Les départs définitifs de l'arrondissement se distinguent encore de ces fausses sorties par leur concentration en début de période : 23,6 % dès la première année, 48,7 % en trois ans. Pour tous ceux-là, en 1896, le temps de présence dans l'arrondissement était en quelque sorte venu à épuisement, ils le quittaient rapidement et probablement sans retour. En résumé, on aboutit à une division à peu près égale de la population électorale de la rue (48 % – 52 %) entre gens restés constamment attachés à l'arrondissement ou demeurés dans sa mouvance, et gens pour qui le 13e ne fut qu'une étape dans un itinéraire résidentiel bien plus étendu et complexe.

exploitation des données recueillies. Conjointement à la rue Nationale, une autre voie du quartier a été étudiée par les mêmes méthodes, la rue de Tolbiac, axe plus récent et de peuplement plus récent (employés). D'autre part, grâce à la documentation fiscale, a pu être ébauchée l'histoire de la formation du bâti et de la propriété rue Nationale. Enfin, les Bottins et les rôles de patente (aux archives de Paris) ont servi à reconstituer le temps de présence réel des commerçants et des fabricants installés dans les rues Nationale et Tolbiac en 1895. Ce dernier travail, auquel il sera fait plus loin une brève allusion, a permis de constater par recoupement l'exactitude des listes électorales : celles-ci sont bien le reflet fidèle des mouvements de la population inscrite. Nous nous promettons de compléter et d'exposer l'ensemble de ces données dans une phase ultérieure de la recherche.

La faible durée de l'observation rend fragile cette interprétation d'ensemble, mais un point peut être précisé avec certitude. En 1891-1892, la mobilité du quartier de la Gare – départs du quartier seuls, rappelons-le – s'était élevé à 15,3 %. [110] En 1896-1897, rue Nationale, la proportion des déménagements – dans et hors le quartier – fut de 32,2 % ; en deux ans (1896-1898) les maisons de la rue s'étaient vidées de 49,9 % de leurs locataires originels. On ne saurait donc assez insister sur l'importance de cette mobilité locale restée jusqu'ici dans l'ombre. Les domiciles successivement adoptés par ceux qui ne quittèrent jamais l'arrondissement restèrent, dans 76 % des cas, localisés dans le quartier même, et, pour le plus grand nombre, concentrés dans les rues les plus proches (Château-des-Rentiers, Jeanne d'Arc, Clisson...), à deux pas. En incluant les inscrits de la troisième catégorie, on constate même que, plus d'une fois sur cinq, le même individu réemménageait dans la rue Nationale après l'avoir quittée ; certains ne déménagèrent que rue Nationale, sautant d'une maison à l'autre. Voilà bien sûr qui ne témoigne que d'une rue dont la fonction de passage était fort accentuée. Que pouvait-il se passer dans les rues plus calmes du quartier, particulièrement dans les impasses et les cités dont il était truffé, mais aussi *rive droite*, dans les quartiers de mobilité supérieure, en 1892, à celle de la Gare du 13e ?

Quoi qu'il en soit, cet exemple met bien en valeur la nature toute particulière de l'enracinement dont témoignent dix ans de présence continue sur des listes extrêmement mouvantes : il ne prend guère la forme d'un attachement à une maison, aux quatre murs d'un logement, mais se marque par la fidélité sinon à une rue, du moins à un ensemble de rues, à un petit coin de ville dont les frontières vite atteintes délimitaient ce que les habitants eux-mêmes appelaient leur "quartier" et qui pour certains se confondaient avec les bornes du monde connu. Il faut pour comprendre cela avoir bien à l'esprit que le logement ouvrier n'était encore ni un espace de consommation ni un lieu d'investissement : la plupart des fonctions et des commodités qu'il concentre aujourd'hui lui restaient extérieures ; le lavoir et le café étaient ses prolongements obligés, tout autant que la cour avec sa prise d'eau et ses latrines communes. Chez les plus pauvres, les repas étaient apportés chauds de quelque débit du voisinage. Le logement social et surtout, au début de ce siècle, la découverte de la classe ouvrière par le capitalisme comme nouveau marché de consommation, allaient peu à peu imposer la norme d'un intérieur domestique plurifonctionnel et stable¹⁵. [111] Les WC individuels et le meuble à bon marché ont autant fait pour une plus grande fixité de la population que les crises du logement les plus aiguës. A cette époque, toutes les circonstances de la vie ouvrière rendant soudain un logement par quelque côté inadéquat, avaient pour conséquence un déménagement au plus prochain terme. Ajoutons à cela la tension permanente des rapports entre propriétaires et locataires : déménager était le seul moyen de régler un arriéré de loyers, et la "cloche de bois" une institution dans les faubourgs. Pour déraciner ces pratiques et faire la chasse aux insolubles, les propriétaires avaient

¹⁵.C'est la raison pour laquelle tout rapprochement avec les données et les enquêtes actuelles sur la mobilité résidentielle serait naïf et illusoire. Ainsi dans les ensembles HLM. de Saint-Quentin-en-Yvelines monographiés récemment (M. Tallard, *Quelques aspects de la mobilité dans certains ensembles HLM*, CREDOC, juin 1977) et de mobilité jugée "anormale" par le pouvoir gestionnaire, les taux les plus élevés – 23% de départs annuels – restent bien en deçà de ceux qu'il est possible de reconstituer pour le 19e siècle. Cette même enquête démontre surtout que les familles les plus stables sont aussi les plus pauvres, clouées là en raison de leur race ou de leurs bas revenus : la mobilité ne fait donc que renforcer la ségrégation sociale déjà mise en place par les aménageurs. Peut-être, les nouvelles normes consommatrices, la liquidation des quartiers anciens et les effets d'une construction sociale calquée sur les ressources et non sur les besoins, ont-ils fait progressivement changer de camp la mobilité. Déménager aujourd'hui : un signe extérieur de richesse.

alors presque réussi à imposer une importante innovation : le paiement d'avance du terme. Seule une avant-garde songeait aux batailles futures : pour la provision de charges et le loyer mensuel.

L'enracinement était aussi fonction de la catégorie professionnelle. Les ouvriers les plus stables, les plus fidèles au quartier et quittant le moins volontiers l'arrondissement, étaient les journaliers, les raffineurs de sucre et les travailleurs du cuir, cordonniers essentiellement¹⁶. Tous ces hommes travaillaient sur place. Nul à la Gare ne pouvait ignorer l'existence déjà trentenaire de la grande raffinerie Say, sise à l'angle du boulevard et de la rue Jeanne d'Arc ; nous savons par ailleurs que l'usine, comme toutes ses semblables à Paris, groupait dans sa périphérie immédiate la quasi-totalité de son personnel¹⁷, exerçant donc sur la vie du quartier une considérable emprise. Née de la Bièvre voisine, l'industrie de la chaussure offrait au contraire aux ouvriers d'un métier encore tout imprégné d'indépendance et d'esprit libertaire une embauche abondante dans de nombreux petits ateliers, ou l'installation comme ouvrier à domicile des grands bottiers du centre. L'histoire du 13e est en partie celle d'une civilisation du cuir, avec ses traditions et ses mœurs propres, que bientôt ruineront à jamais la couverture de la Bièvre et la mécanisation de la chaussure. Histoire aussi de la pire misère urbaine, par ses très forts contingents de journaliers. Rue Nationale, où ils étaient très nombreux, seul l'âge les distinguait des autres ouvriers : le travail casuel était le refuge des ouvriers usés. Le quartier avait en effet de gros besoins en main-d'œuvre auxiliaire : ouvriers saisonniers de certains grands établissements, comme l'usine à gaz de l'avenue de Choisy, manutentionnaires de la gare aux marchandises du Paris-Orléans et des entrepôts du front de Seine...

Cette similitude de comportement entre ouvriers d'usine et journaliers montre que l'enracinement dans le quartier était surtout le fait des ouvriers les plus spécialisés et des sans-métier, c'est-à-dire des plus pauvres. Les relations humaines, le mode de vie dans un quartier comme celui de la Gare prenaient leur source dans les valeurs [112] et les manières des plus démunis, noyau le plus stable de la population. Au contraire, dans les professions du métal et dans le bâtiment, le quartier retenait moins ses ouvriers. L'importance de l'offre locale dans ces branches est très délicate à apprécier : les Bottins professionnels ainsi que les rôles de patente recensent un grand nombre d'entrepreneurs, de petits mécaniciens, d'ateliers de serrurerie ou de chaudronnerie éparpillés dans le quartier, probables sous-traitants du géant du lieu : les ateliers de construction du Paris-Orléans, rue du Chevaleret. Mais, somme toute, peu importe le volume exact de l'emploi : pour ces ouvriers de métier, pour ces professionnels quittant à la fois un patron et un quartier, le marché du travail n'était pas seulement local, mais sinon parisien, du moins régional : une vie mouvementée de mécanicien, par exemple, pouvait toute entière tenir entre Grenelle et la Gare.

Remarquons pour finir que ces différences de comportement entre catégories ouvrières se rencontraient également au sein du deuxième groupe socio-professionnel de la rue, les commerçants. Le temps de présence réel d'une importante fraction d'entre eux – marchands de vin et épiciers – était court, inférieur à dix ans, mais bien supérieur pour d'autres – logeurs, boulangers, bouchers –, parfois confondu avec une existence toute entière passée dans le même fonds. Dans les boutiques, s'opposaient des types de carrières commerciales, tout comme chez les prolétaires, des types d'itinéraires professionnels.

¹⁶. Soit près de 40% des ouvriers inscrits ; voir l'annexe 3.

¹⁷. On peut le vérifier par les listes de victimes et de témoins des nombreuses explosions dont la raffinerie fut le théâtre (Registres du commissariat de police du quartier aux Archives de la préfecture de Police). Les témoignages oraux recueillis à la Gare confirment ce fait.

Plus le champ de nos observations s'est restreint, plus avons-nous vu croître la fréquence des déménagements. Aux glissements de quartier à quartier et de quartier à banlieue s'ajoutait le fourmillement des déplacements de rue à rue. Pour l'essentiel, la mobilité résidentielle était à cette époque affaire de proximité ; point de grands sauts, mais des mouvements de proche en proche, à l'intérieur d'un même quartier, ou au sein d'un même ensemble de quartiers, d'une région de la ville. Une certaine "souplesse" du marché du logement et la valeur d'usage attachée au logement lui-même chez les ouvriers permettaient une mobilité de cette nature, mais son véritable régulateur était le marché du travail, avec toute la variété des situations individuelles entre une offre (implantation industrielle) et une demande (qualification). La mobilité apparaît là encore fondamentalement liée à la proximité : celle, toujours recherchée, entre domicile et lieu de travail. Telles sont les conclusions provisoires de cette étude dont les prolongements, nous l'espérons, permettront l'approfondissement et la critique. [113]

ANNEXES

1. La population inscrite par quartier et sa mobilité (1891-1892)
[116-117]
2. Destination des déménagements à partir des 13e et 15e arrondissements
[118]
3. Comportement résidentiel selon les professions rue Nationale (1897-1906)
[119]
- 4 : Gens de la rue Nationale (détail de deux cartes postales) [inédit]

Annexe 1 :
La population inscrite par quartier et sa mobilité
(1891-1892).

I. Pourcentage des inscrits par rapport à l'ensemble de la population électorale.			
II Avaient déménagé à la date du 31 mars 1892			
Quartiers	Inscrits au 31 mars 1891	I %	II %
Halles	6 696	67,1	18,2
St-Germain l'Auxerrois	2 283	74,5	18
Place Vendôme	2 429	63,9	11,7
Palais-Royal	3 198	71,6	14,4
1er arrondissement	14 606	68,3	16,2
Gaillon	1 805	70,5	14,2
Bonne Nouvelle	6 005	63,4	18,1
Vivienne	2 775	70,1	13
Mail	4 328	70,8	15,2
2° arrondissement	14 913	67,5	15,9
Enfants Rouges	5 032	74	17
St-Avoie	5 319	72,2	17,2
Arts et Métiers	5 912	73,7	18,1
Archives	4 955	74,9	16
3° arrondissement	21 218	73,7	17,1
St-Gervais	9 345	68,7	15,5
St-Merri	5 496	63,3	16,1
Notre Dame	3 173	65,5	11,3
Arsenal	3 974	60,6	-
4° arrondissement	21 988	65,9	-
Val de Grâce	6 640	61,8	14,9
St-Victor	5 883	61,1	18,3
Jardin des Plantes	5 497	58,8	17,9
Sorbonne	5 948	59	19,7
5° arrondissement	23 968	60,2	17,6
Nt-Dame des Champs	8 981	78,4	14,5
Monnaie	4 287	75,8	17,8
St-Germain des Prés	3 459	66,2	15,7
Odéon	4 736	66,5	17
6° arrondissement	21 463	72,8	15,9

Gros Caillou	7 149	60,7	14,5
École Militaire	3 160	35,5	14,8
St-Thomas d'Aquin	5 610	61,1	15
Invalides	3 068	61,4	12,2
7° arrondissement	18 987	54,5	14,3
Champs-Élysées	1 981	45,6	14,2
Madeleine	4 943	59,9	14
Europe	6 542	58,4	13
Roule	3 809	57,5	14,2
8° arrondissement	17 275	56,8	13,7
Chaussée d'Antin	4 720	71,4	13,6
St-Georges	6 832	65,1	15,1
Faubourg St-Martin	5 086	70,5	14,9
Rochechouart	6 966	67,9	16,8
9° arrondissement	23 604	68,3	15,3
Hôpital St-Louis	8 595	58,6	19,6
Porte St-Denis	5 804	64,6	16,7
St-Vincent de Paul	7 978	61,7	17,8
Porte St-Martin	8 476	58,1	16,3
10° arrondissement	30 853	60,3	17,7
St-Ambroise	9 769	68,3	23,4
Folie-Méricourt	10 805	64,4	25,3
Ste-Marguerite	8 092	63,1	22,1
La Roquette	14 783	68,2	24
11° arrondissement	43 449	66,2	23,8
Picpus	9 000	62,5	22,3
Bel Air	1 952	60,2	21,8
Bercy	2 192	71,6	22,8
Quinze Vingt	9 170	58	21,4
12° arrondissement	22 314	61,1	21,9
Salpêtrière	4 438	73,9	14
Croulebarbe	3 092	66,4	19,8
Maison Blanche	7 647	76,4	12,2
Gare	8 314	68,4	15,3
13° arrondissement	23 491	71,6	14,7
Santé	1 600	51	17,1
Plaisance	10 218	66,1	16
Petit Montrouge	6 656	87,6	19,7
Montparnasse	5 002	57,9	20,9
14° arrondissement	23 476	67,4	18,2
St Lambert	5 417	68,3	14,8`
Javel	3 378	63,9	18,8
Grenelle	6 557	56,8	20,5
Necker	7 262	60,1	21
15° arrondissement	22 614	61,4	18,1
Muette	4 530	70	12,2
Porte Dauphine	2 952	66,7	19,8
Auteuil	3 382	64,7	17,7
Bassons	4 379	58,8	18,4
16° arrondissement	15 243	64,7	16,7
Ternes	6 953	66,1	17
Plaine Monceau	5 239	66,1	18,5
Épinettes	9 912	64,1	19,1
Batignolles	11 562	68,5	17,3
17° arrondissement	33 666	66,3	18

Goutte d'Or	9 462	65,7	18,8
Grandes Carrières	9 692	58,2	20,6
La Chapelle	4 466	60,3	16,6
Clignancourt	-	-	-
18° arrondissement	-	-	-
La Villette	9 803	64,1	20
Pont de Flandre	2 623	62,5	17,5
Amérique	4 243	68	19,7
Combat	7 997	67,5	20
19° arrondissement	24 666	65,6	19,6
Belleville	10 713	72,1	18,6
St-Fargeau	2 076	64,3	17,1
Père Lachaise	9 237	73,4	18,9
Charonne	7 200	70,6	16,6
20° arrondissement	29 226	71,5	18,1
PARIS	470 460	65	17,8

Annexe 2 : Destination des déménagements à partir des 13e et 15e arrondissements

Quartiers	Mobilité (1891- 1892)	Nombre de cas connus	Partent pour						
			un autre quartier de l'arr.	le reste de Paris	dont : rive gauche	dont : rive droite centrale	dont rive droite périphé- rique	la banlieue de Paris	la province ou l' étranger
	%		%	%	%	%	%	%	%
13° arrond.									
Salpêtrière	14	233	45	39,3	15,9	4,8	5,4	5,7	7,2
Croulebarbe	19,8	245	42	40,8	28,6	3,7	5,7	6,1	9,4
Ms-Blanche	12,2	379	37,7	39,3	23	7,9	5,8	14	6,3
Gare	15,3	451	36,3	31,9	12,2	5,8	9,7	13,5	14,8
15° arrond.									
Grenelle	20,5	380	46,4	28,9	12,9	6,8	7,6	11,1	13,6
Necker	21	516	32	47,2	13,2	2,1	6,8	7,8	13
Javel	18,8	160	44,3	26,9	11,9	4,3	10,6	16,9	11,9
St-Lambert	14,8	349	42,3	33,2	19,5	3,1	10	14,3	10,2

N.B. Sur les listes de retranchement, il est fréquent que la mention "Paris" figure sans autre indication. C'est la raison pour laquelle le total des trois colonnes détaillant la destination par grandes zones parisiennes est inférieur au pourcentage de la colonne "reste de Paris".

**Annexe 3 :
Comportement résidentiel selon les professions rue Nationale (1897-1906)**

	Com		Ensemble des salariés		Journaliers		Cordonniers et professions du cuir		Raffineurs		Mécaniciens et professions du fer		Professions du bâtiment		Commis et employés de commerce	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
A	23	32,4	57	8,9	12	10,4	4	10,3	4	10,2	6	6,8	3	3,6	2	5,9
B	9	12,7	159	24,7	32	27,8	9	23,1	14	35,9	24	27,3	22	26,5	8	23,5
C	4	5,6	120	18,6	30	26,1	10	25,6	3	7,7	12	13,6	10	12	4	11,8
D	35	49,3	308	47,8	41	35,7	16	41	18		46	52,3	48	57,9	20	58,8
Décès	6	100	51	100	11	100	3	100	5	100	4	100	4	100	5	100
Total	77		695		126		42		44		92		87		39	
A+B+C	36	50,7	336	52,2	74	64,3	23	59	21	53,8	42	47,7	35	42,1	14	41,2
D	35	49,3	308	47,8	41	35,7	16	41	18	46,2	46	52,3	48	57,9	20	58,8

A : Sont restés dans la même maison

B : Ont déménagé uniquement dans l'arrondissement

C : Ont quitté un moment l'arrondissement et y sont revenus

D : Ont quitté l'arrondissement sans y revenir.

Annexe 4 : Gens de la rue Nationale

1. Détail d'une carte postale s.d.

"Tout Paris – Place Nationale et rue Clisson "



2. Détail d'une carte postale, 1911

"Paris – Rue Nationale"

